

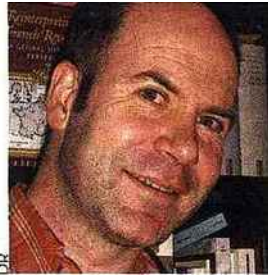


PIERRE-CYRILLE HAUTCOEUR de l'Ecole d'économie de Paris, prône une nouvelle gouvernance européenne :

«L'UE devrait pouvoir lever des impôts»

A lors que les ministres des Finances de la zone euro se réunissent ce soir, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a admis samedi qu'ils avaient commis une «*erreur de négligence moyennement grave*» en ne s'étant pas occupé suffisamment de la situation financière de la Grèce. L'Eurogroupe, le forum des ministres des Finances de la zone euro, «*va se pencher à l'avenir beaucoup plus intensivement et sévèrement sur la compétitivité des pays*», a prévenu le Luxembourgeois. Professeur à l'Ecole d'économie de Paris et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Pierre-Cyrille Hautcoeur détaille les pistes possibles de réforme de la gouvernance économique européenne.

En quoi la crise grecque met-elle la question de la gouvernance économique au cœur de l'agenda européen ?



DIR

politique budgétaire drastique, il faudra attendre longtemps avant que la Grèce ne renoue avec la croissance. Et si on laisse seuls tous les pays frappés par la spéculation en cours, c'est toute l'Europe qui va connaître une rechute économique violente, comme en 1931.

Mais les Européens font preuve d'une certaine solidarité envers la Grèce. N'est-ce pas là le signe d'un début de gouvernance économique ? Il y a un discours de solidarité entre pays, voire de gouvernement économique, mais s'il n'est pas traduit dans des actes, les marchés ne seront pas convaincus. Or, pour l'instant, il n'y a rien de vraiment nouveau concernant la gouvernance économique.

Que faut-il faire ?

Un gouvernement économique, c'est la capacité à lever des impôts. Aujourd'hui, le budget européen ne s'élève qu'à 1% du produit intérieur brut (PIB) de l'UE; il provient de contributions des Etats membres, qui sont affectées essentiellement à l'agriculture et aux aides structurelles aux régions pauvres. Il ne laisse aucune marge de manœuvre pour intervenir lors d'une crise comme celle de la Grèce. Or, apporter une véritable aide financière à la

Grèce est la condition pour que son ajustement budgétaire se fasse sans crise sociale et politique.

Quel devrait être le montant de cet impôt ?

Environ 1% du produit intérieur brut européen supplémentaire, soit une centaine de milliards d'euros, fourniraient une vraie force de frappe pour une véritable politique budgétaire.

Qui pourrait alimenter ce budget ?

C'est bien sûr le problème. Depuis vingt ans, ce sont les revenus du capital qui ont le plus profité de l'intégration européenne, grâce à la liberté des mouvements de capitaux au sein de l'UE et à la stabilité qu'elle a fournie. Les investisseurs ont pu bénéficier de la croissance des pays comme la Grèce ou l'Espagne, qui résultait souvent de crédits étrangers, sans risque de change. Il serait donc justifié que les revenus financiers soient les premiers taxés à l'heure de financer l'ajustement.

Mais qui pourrait lever un tel impôt ?

C'est la difficulté principale à résoudre. Logiquement, c'est l'UE qui dispose des institutions politiques nécessaires, si les Etats membres lui accordaient cette souveraineté, même limitée.

Vous proposez de créer un ministère européen des Finances...

En effet. Mais ne nous y trompons pas, l'expérience historique montre que, pour créer des instances, il faut des crises répétées... et du temps. J'espère que ce ne sera pas trop long.

Recueilli par

VITTORIO DE FILIPPIS